

## Questions orales

[Traduction]

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

## LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—L'INCIDENCE SUR LE PAIEMENT DES DIVIDENDES

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, mardi, j'ai adressé au premier ministre une question au sujet de l'application des lignes directrices aux dividendes. Je voulais savoir si les dividendes seraient réellement gelés ou s'ils seraient ramenés aux niveaux de 1974. Le ministre m'a répondu qu'il examinerait la question. Est-il prêt maintenant à dire à la Chambre quelle est, précisément, la politique du gouvernement à cet égard?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances):** Oui, monsieur l'Orateur. On envisageait de recourir à la comptabilité de gestion plutôt qu'à la comptabilité d'exercice. C'est dans ce sens que l'entend le Livre blanc. J'ajouterai, comme le député l'a sans doute remarqué depuis lors, que l'on a proposé de recourir à une formule autre que la comptabilité de caisse et qui serait équitable. Je n'ai pas eu l'occasion d'approfondir cette question, à cause de la conférence fédérale-provinciale, mais je le ferai bientôt et je comparerai les avantages des deux propositions.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS

## LE SERVICE-VOYAGEURS INTERURBAIN—LA RÉPONSE À LA PROPOSITION DES SOCIÉTÉS FERROVIAIRES

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports à qui j'ai demandé mardi dernier où en était la proposition qu'ont faite les présidents de nos deux principales sociétés ferroviaires dans une lettre du 20 décembre 1974, en vue d'intégrer le service-voyageurs interurbain. La proposition visait tout le pays. Le ministre a-t-il étudié la correspondance; peut-il dire à la Chambre si on a répondu à cette lettre ou si on en a accusé réception; si oui, peut-il nous renseigner sur la nature de cette réponse?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, on a répondu à la lettre et on y a donné suite en tenant d'autres pourparlers avec nos chemins de fer. De toute évidence, tout programme de ce genre exigera de nombreux entretiens. Il faudra envisager diverses mesures législatives et autres modifications à apporter à la loi et à notre politique actuelles avant de pouvoir le mettre en œuvre.

## LE SERVICE-VOYAGEURS INTERURBAIN—DEMANDE DE PRIORITÉ POUR LE FINANCEMENT DU REMPLACEMENT DU MATÉRIEL

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En fait, j'aimerais réunir deux questions en une question supplémentaire. Puis-je demander au ministre si la proposition des chemins de fer signifie que le transport ferroviaire obtiendra un meilleur rang dans l'ordre des priorités que celui, médiocre, que lui assignait le gouvernement dans son exposé de principe ainsi que le ministre des Transports? Le transport ferroviaire va-t-il obtenir un meilleur rang? D'autre part, étant donné que le projet d'aéroport à Pickering a été abandonné, le ministre a-t-il l'intention d'affecter les crédits qui avaient été prévus pour la réalisation de cet aéroport à l'achat et à la rénovation du matériel ser-

[M. Trudeau.]

vant au service-voyageurs, puisqu'il faut s'y prendre deux ans d'avance que beaucoup de matériel ferroviaire doit être mis au rancart?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord avec le député sur l'importance accordée par le gouvernement au service-voyageurs par chemin de fer. Ce service représente en fait une part importante de notre politique. Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'une affaire complexe qui n'a rien à voir avec la question de savoir si un aéroport sera aménagé ou non, comme le député semble le croire. C'est une affaire complexe que le gouvernement doit remettre à l'étude en s'appuyant sur des données solides. Nous envisageons la question sérieusement et formulerons des propositions concrètes en temps opportun.

\* \* \*

## LES POIDS ET MESURES

## LA POSSIBILITÉ D'UNE HAUSSE DES PRIX EN RAISON DE L'ADOPTION DU SYSTÈME MÉTRIQUE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**Mme Ursula Appolloni (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui montre comment les consommateurs peuvent subir une hausse de prix dissimulée de 20 p. 100 à cause de l'introduction d'un nouvel emballage en mesures métriques. Le ministre peut-il dire à la Chambre quelles dispositions prend son ministère pour éviter de telles erreurs, qu'on les qualifie d'«humaines» ou autrement?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je me suis informé à propos de ce problème aujourd'hui avant la période des questions, et on m'a dit que la chaîne d'alimentation Dominion, l'entreprise concernée en l'occurrence, je crois, avait pris des mesures pour veiller à ce que les consommateurs soient suffisamment informés. Nous examinons également des dispositions donnant soit à la Commission du système métrique, soit à l'une de ses émanations, le pouvoir de s'occuper en permanence de ce genre de problème si cela devait se présenter à nouveau.

\* \* \*

## L'AUDITEUR GÉNÉRAL

## L'ADOPTION DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT WILSON

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor, s'il veut bien laisser un instant ce qu'il est en train de faire. Peut-être obtiendra-t-il la réponse qu'il cherche, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baldwin:** Puisque le premier ministre nous conseille d'être persévérants, puis-je poser au ministre la question suivante? Le rapport sur l'auditeur général est publié depuis quelques mois et il est impérieux que le gouvernement se montre déterminé à supprimer le gaspillage et l'extravagance qui ont caractérisé ses dépenses depuis quelque temps. L'honorable ministre pourrait-il nous dire maintenant s'il remplira l'engagement qu'il a pris envers moi et envers la Chambre l'été dernier et présentera